



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chambres de commerce et d'industrie

Question écrite n° 66765

Texte de la question

M. Philippe Folliot attire l'attention de M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique sur la situation extrêmement tendue des chambres de commerce et d'industrie. Actrices de première importance impliquées dans le développement économique de nos territoires, celles-ci voient venir avec crainte le sort qui leur est réservé dans le projet de loi de finances pour 2015. Alors que déjà en 2014 elles avaient dû affronter une forte baisse de leurs dotations de l'État (moins 7,5 % de ressources fiscales et un prélèvement « exceptionnel » de 170 millions d'euros), ce sont une baisse de 17 % de la taxe affectée aux CCI ainsi qu'un prélèvement de 500 millions d'euros qui s'apprêtent à être proposés aux députés. Tout en se montrant de bonne foi et prêtes à participer à l'effort de la Nation en ces moments difficiles, ces institutions s'émeuvent du tribut qu'elles doivent payer. Rappelant que les CCI favorisent un maillage conséquent et équitable du territoire en capacités d'innovation et d'investissement, qu'elles participent grandement à la formation (et notamment à l'apprentissage élevé au rang de priorité par le Président de la République) et qu'elles-mêmes emploient dans leurs rangs de nombreux agents, les chambres de commerce et d'industrie tiennent à exprimer leur sentiment d'injustice face à cet effort, ou plutôt ce sacrifice, qui leur est demandé. Selon elles, allant à l'encontre de l'efficacité, de la proximité et de la compétitivité des entreprises, et notamment des TPE et PME françaises, cette mesure fait peser de nombreux préjudices sur certaines missions de ces organismes. Dans le Tarn par exemple, c'est déjà le projet d'hôtel d'activité d'Innopol qui a dû être abandonné cette année et c'est au tour du soutien au fonctionnement à l'aéroport de Castres-Mazamet d'être sur la sellette. Plus généralement, ce sont certaines missions peu rentables mais nécessaires sur lesquelles les CCI devront faire une croix : l'appui aux entreprises reculera au même titre que les plateformes d'innovation ou les initiatives de mise en réseau avec ces dispositions. De plus, ce sont des plans sociaux au sein même des CCI qui devront être pensés. Aujourd'hui se joue la survie d'un réseau entièrement au service des entreprises, de notre jeunesse et des territoires, et c'est pourquoi il lui demande d'être attentif au devenir des chambres de commerce et d'industrie en prévoyant, au moins, des compensations et accompagnements aux réformes nécessaires induites par ces baisses drastiques de dotations budgétaires.

Texte de la réponse

Le Gouvernement partage une même conviction avec le réseau des chambres de commerce et d'industrie (CCI) : l'entreprise doit être le moteur du redressement économique de notre pays. Les chambres jouent à cet égard un rôle important car elles accompagnent les entreprises. Les efforts que le Gouvernement demande aux CCI, qui sont des établissements publics, au travers des dispositions prévues dans la loi de finances pour 2015, sont importants, mais ils sont nécessaires et proportionnés à leurs moyens. La loi de finances initiale (LFI) pour 2015 comporte deux dispositions relatives aux ressources des CCI. La première concerne la baisse de 213 M€ du plafond de la taxe pour frais de chambres, ramenant son montant de 1 268 M€ en 2014 à 1 055 M€ en 2015. Cette baisse est à la fois justifiée et nécessaire. Elle est justifiée parce que cette taxe avait augmenté de 41 % en euros courants (soit 19 % en euros constants) de 2002 à 2012, dont 100 M€ en 2012, alors que, dans le même temps, toutes les administrations participaient à la réduction des dépenses publiques et que les dépenses

de l'Etat sont gelées en valeur depuis 2011. Elle ne compromet pas les missions de service public ou d'intérêt général des CCI et n'affecte aucunement leurs actions dans le domaine de la formation initiale ou en alternance, essentiellement financées par la taxe d'apprentissage. Les prestations de nature marchande (exploitation de concessions aéroportuaire, portuaire, centres d'affaires...) doivent faire l'objet d'un financement dans les conditions du marché, la taxe ne pouvant les financer. Elle oblige en revanche les chambres à optimiser leur gestion et leur organisation. L'existence de CCI territoriales, en charge des missions de proximité, n'est pas remise en cause. Les CCI continuent donc à s'organiser librement, en fonction de l'intérêt de leur territoire. La baisse de la taxe est par ailleurs nécessaire parce qu'elle permet de faire baisser d'autant les prélèvements sur les entreprises. Les dispositions de l'article 1600 du code général des impôts prévoient en effet une baisse du taux de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises proportionnelle à la baisse du plafond de la taxe. En deux ans, la fiscalité pesant sur les entreprises a ainsi été réduite de 313 M€. La seconde disposition de la LFI 2015 est un prélèvement exceptionnel de 500 M€ sur les réserves accumulées par les chambres du fait d'une évolution de leurs ressources plus dynamique que celles de leurs interventions et dépenses. Ce prélèvement n'a pas de conséquence directe sur le financement du fonctionnement courant des chambres, et donc sur la gestion du personnel. Par ailleurs, il ne concerne que les chambres disposant, au 31 décembre 2013, d'un fonds de roulement supérieur à 120 jours de couverture de charges de fonctionnement, alors que la moyenne communément recommandée se situe entre 60 et 90 jours. Tenant compte des débats parlementaires, le Gouvernement a souhaité préserver les projets d'investissements les plus structurants des chambres. Ainsi, les investissements dans le domaine de la formation en alternance et de l'apprentissage, décidés dans le cadre du programme d'investissement d'avenir (PIA), ont été exclus de la base taxable. Parallèlement, les moyens des plus petites chambres ont été préservés grâce à l'introduction du critère du poids économique de chaque chambre. Enfin, une plus grande souplesse dans la répartition du prélèvement a été introduite, permettant aux chambres d'une même région d'ajuster entre elles, d'ici le 9 février 2015, les montants de ce prélèvement. Cette faculté s'ajoute à celle de la chambre de région de déterminer de façon optimale la répartition annuelle de la taxe pour frais de chambres. Dans sa décision du 29 décembre 2014, le Conseil constitutionnel a estimé que le principe d'égalité était respecté. Ainsi, les mesures prises dans le cadre de la LFI 2015 font participer, de façon équitable, les CCI à l'effort de redressement des comptes publics et donc au redressement économique de la France.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Folliot](#)

Circonscription : Tarn (1^{re} circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 66765

Rubrique : Chambres consulaires

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Commerce, artisanat, consommation et économie sociale

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 3 février 2015

Question publiée au JO le : [21 octobre 2014](#), page 8724

Réponse publiée au JO le : [17 février 2015](#), page 1117